

Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de
l'actualité allemande

Du 27 février au 05 mars 2025

Après l'incident survenu à la Maison-Blanche, au cours duquel le président américain Donald Trump a abruptement expulsé le président ukrainien Volodymyr Zelensky du bureau Ovale à la suite d'un échange houleux devant les caméras, l'Allemagne a réaffirmé son soutien à l'Ukraine. Le leader de la CDU et probable futur chancelier, Friedrich Merz, a tenu à souligner que : « Nous ne devons jamais oublier qui est l'agresseur et qui est la victime dans cette terrible guerre. » D'autres capitales européennes ont également appelé à l'unité et mis en garde contre tout abandon de l'Ukraine. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a assuré à Zelensky que l'Europe travaillerait à instaurer une paix juste et durable. A cet égard, elle vient d'ailleurs de dévoiler le plan « réarmer l'Europe », qui ambitionne de mobiliser près de 800 milliards d'euros pour la défense européenne, dont 150 milliards de prêts. Ce plan prévoit aussi de fournir une aide immédiate à l'Ukraine, alors que Donald Trump vient d'annoncer la suspension du soutien militaire américain apporté jusqu'alors au pays en guerre.

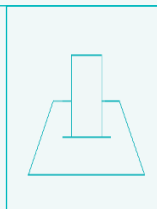
Dans le cadre des discussions exploratoires en vue de la formation d'une éventuelle coalition, l'union conservatrice de la CDU/CSU et les sociaux-démocrates du SPD ont convenu de débloquer plusieurs milliards d'euros de crédits pour la défense et la modernisation des infrastructures. En matière de défense, l'assouplissement du frein à l'endettement, inscrit dans la Loi fondamentale, devrait permettre d'investir davantage. Ainsi, les dépenses de défense, représentant plus de 1 % du PIB, seraient exclues du dispositif. Pour la rénovation des infrastructures, un fonds spécial de 500 milliards d'euros devrait être créé pour une durée de dix ans. Une fois le nouveau gouvernement formé, un projet de loi visant à accélérer la planification et l'acquisition pour l'armée allemande, accompagné d'une liste de priorités pour l'achat rapide d'équipements militaires, devrait être présenté au cours des six premiers mois. La mise en œuvre de l'assouplissement du frein à l'endettement et la création du fonds spécial pour les infrastructures nécessitent toutefois une modification de la Constitution. Pour que cette réforme soit adoptée, l'ancien Bundestag doit encore se prononcer avant sa dissolution le 25 mars, car le nouveau Bundestag est marqué par des rapports de force complexes, avec une minorité de blocage formée par l'AfD et Die Linke. Cependant, même dans l'ancien Bundestag, la CDU/CSU et le SPD ne disposent pas à eux seuls des deux tiers nécessaires pour modifier la Constitution. Ils doivent donc obtenir le soutien des Verts ou du FDP. Un vote reste possible tant que le nouveau Bundestag n'est pas officiellement en place. Toutefois, le FDP s'opposant à toute réforme du frein à l'endettement, les négociateurs comptent surtout sur l'appui des Verts. Le vote sur le package financier est prévu pour le 17 mars 2025.

L'Union de la CDU/CSU et l'Association de l'armée allemande demandent le rétablissement du service militaire obligatoire dès cette année. L'Union estime que l'Allemagne a désormais besoin d'une « dissuasion crédible » reposant sur une capacité à mobiliser rapidement des effectifs militaires. Suspendu en 2011 après 55 ans d'application, ce service a entraîné la disparition des structures nécessaires à son fonctionnement. Alors que la Bundeswehr compte actuellement 180 000 soldats, certains, comme Thomas Silberhorn (CSU), estiment qu'un effectif de 270 000 est nécessaire. En novembre dernier, le ministre de la Défense, Boris Pistorius (SPD), a présenté un projet de loi instaurant un nouveau modèle de service militaire, obligeant les jeunes hommes à déclarer leur volonté et leur aptitude à servir, tandis que la participation des femmes resterait volontaire. Avant la chute de la coalition « feu tricolore », le gouvernement fédéral était parvenu à un accord sur ce projet, mais il n'a pas été soumis au vote du Bundestag et du Bundesrat. Ce sera donc au nouveau gouvernement de se prononcer sur la question. En cas de guerre, la loi actuelle prévoit un rétablissement automatique du service militaire obligatoire si le Bundestag déclare un état de tension ou de défense.

Le gouvernement allemand a officialisé la préparation d'un avion-navette capable de dépasser les 6 174 km/h et d'évoluer dans l'espace à des fins militaires. Ce projet, piloté par POLARIS Raumflugzeuge GmbH, promet de révolutionner le transport spatial et la reconnaissance militaire avec une mise en service prévue pour 2028. Concrètement, il s'agit d'un véhicule de recherche hypersonique à deux étages et totalement réutilisable. Cet avion spatial, baptisé « Aurora », est conçu pour fonctionner sans équipage et pourrait décoller depuis des pistes d'aéroports conventionnels.

Une attaque à la voiture-bélier a eu lieu dans une zone piétonne de Mannheim (Bade-Wurtemberg) lundi 3 mars, faisant au moins deux morts et une dizaine de blessés. L'auteur présumé est un Allemand de 40 ans, déjà condamné pour des faits de violences, de conduite en état d'ivresse et de propos haineux sur internet. Lors de son interpellation, il a tenté de se suicider et est actuellement hospitalisé. Bien qu'il n'ait pas encore été interrogé, le procureur a déclaré que la police disposait d'indices concrets sur une maladie psychique du suspect et que l'enquête se concentrerait sur cet aspect en priorité, excluant tout mobile politique de cet acte meurtrier.

PARLEMENT, PARTIS & PERSONNES



Le 2 mars 2025, **Bernhard Vogel**, président de longue date de la Fondation Konrad Adenauer, est décédé à Spire à l'âge de 92 ans. Bernhard Vogel avait rejoint la Fondation Konrad Adenauer en 1989 en tant que président du conseil d'administration, après avoir été ministre-président de la Rhénanie-Palatinat. En 1992, lorsqu'il devint ministre-président de Thuringe et prit également la présidence du Land, il mit temporairement de côté son rôle au sein de la fondation, laissant sa place à Günther Rinsche. Bernhard Vogel reprit la présidence de la Fondation en 2001 et l'occupa jusqu'en 2009. Depuis 2010, il était président d'honneur de la Fondation.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE



735 milliards d'euros

Une étude de l'Institut de l'économie allemande de Cologne (IWK) met en lumière l'impact économique des crises des cinq dernières années, notamment la pandémie du coronavirus, la guerre en Ukraine et les tensions géopolitiques. Selon cette analyse, ces événements ont coûté à l'Allemagne près de 735 milliards d'euros, freinant ainsi la croissance du PIB. Le directeur de la conjoncture de l'IWK, Michael Grömling, estime que « l'Allemagne traverse sa plus grave crise économique depuis la réunification ». En revanche, les économistes ont fait l'éloge des plans d'investissement annoncés par la CDU/CSU et le SPD mardi 4 mars, y voyant des mesures essentielles pour relancer l'économie.